

M. le Président du Comité Social d'Administration Local,

Le Ministre de la Fonction publique, Guillaume KASBARIAN, recevait les syndicats de fonctionnaires le 07 novembre 2024 et ceux représentatifs à la DGFIP le 15 novembre 2024.

Lors de ces rencontres multilatérales, s'il a finalement et rapidement reculé sur la suppression des différentes catégories de fonctionnaires, marotte de son prédécesseur, Stanilas GUERINI, c'est pour mieux imposer de nouvelles attaques :

- instauration de **trois jours de carence** en cas d'arrêt maladie (hors maladie grave) ;
- baisser la rémunération à **90 % du traitement** si ces trois jours sont dépassés ;
- gel du **point d'indice** ;
- **non application de la Garantie Indemnitaire du Pouvoir d'Achat (GIPA)** ;
- **suppression de 730 emplois**, et une **quarantaine d'emplois supplémentaires** lors des discussions parlementaires, voire plus selon les rumeurs.

Et les dernières annonces en date pendant l'examen du PLF: **le vote d'une 2^e journée de solidarité** et l'article 58 qui prévoit que la participation de l'employeur à hauteur de 50 % dans le cadre de **la mise en place de la PSC** pourrait une fois de plus être **reportée au plus tard au 31 décembre 2026**.

Enfin, dans sa bienveillance coutumière, la DGFIP décide de **ne plus appliquer le dispositif des ponts naturels** dès 2025.

Sans compter les mesures générales de hausse du ticket modérateur et de la consultation de médecine générale, le report de l'indexation des retraites sur l'inflation, les économies demandées aux collectivités locales qui auront des incidences sur la vie de leurs administré.e.s...

Ces propositions traduisent à nos yeux le mépris qu'une grande partie du monde politique porte envers les fonctionnaires depuis plusieurs années maintenant. Ce fonctionnaire-bashing est un élément constitutif de la volonté et des choix politiques des gouvernements successifs de désorganiser les services publics pour mieux les abandonner aux mains rapaces du secteur privé, qui se sera opportunément gavé au passage !

Le Ministre va plus loin, en adressant ses félicitations à Elon MUSK, affichant à l'occasion une certaine naïveté quant à son désir de « partager » avec lui « les bonnes pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie »!

Mais de quel excès parlons-nous ? Quand les services publics **ne reposent plus que sur la conscience professionnelle** des agent.e.s qui restent indéfectiblement attaché.e.s aux besoins des citoyennes et des citoyens.

Ces agent.e.s que le Gouvernement n'a cessé de remercier au gré des différentes sollicitations : COVID, fonds de solidarité aux entreprises, indemnité carburant, chèque énergie bois-fioul, GMBI et récemment le bug sur les TLV et THLV...

Les personnels des services publics ne sont pas responsables de la dette ! Mais ce système financiarisé oui !

Qui à chaque crise, endémique à son fonctionnement, impose avec la complicité des États des cures d'austérité en faisant payer plus les travailleurs, travailleuses et retraité.e.s, mais en minimisant l'effort contributif des actionnaires et des riches/ultrariches sur leurs profits/superprofits !

Les personnels de la DGFIP paient déjà un trop lourd tribut depuis de trop nombreuses années ! Continuer à l'affaiblir en lui refusant les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions alors qu'elle est l'administration qui finance toutes les autres est plus qu'une erreur, c'est une faute !

Les organisations syndicales continuent d'alerter sur la santé physique et morale des agent.e.s, mais visiblement rien n'arrête les gouvernements successifs. S'offusquer d'une comparaison de plus en plus flagrante entre la DGFIP et France Télécom ne suffira pas à exonérer la responsabilité de toutes celles et ceux qui auront participé au démantèlement des services publics et de ses conséquences sur les agent.e.s.

Et personne ne pourra dire qu'il ou elle ne savait pas !

Alors que les observatoires internes se suivent et se ressemblent, voire s'aggravent, que les agent.e.s y disent ouvertement que les réformes sont trop nombreuses, vont trop vite et leur font perdre le sens du travail, les réformes se poursuivent imperturbablement. Alors que le NRP n'est pas terminé, ce sont des restructurations profondes de missions qui sont à l'ordre du jour en contradiction avec les objectifs de stabilisation affichés !

La CGT Finances publiques d'Indre-et-Loire, à l'instar de sa représentation nationale, exprime donc aujourd'hui sa colère et son indignation sur les annonces du gouvernement qui vont au-delà de la provocation et relèvent de l'indécence !

Vous ne serez donc pas étonné Monsieur le Président si nous ne siégeons pas aujourd'hui, car cette politique délétère que nous venons d'exposer pour partie, mènent les personnels et les services, collectivement dans le mur.

Les élu.e.s de la CGT Finances publiques d'Indre-et-Loire, représentant.e.s des personnels en CSAL.